

BUREAU VERITAS CONSTRUCTION

Pépinière de Baléone – Bureau n°3
RT 22 - Z.A Baléone centre
20167 Sarrola Carcopino

Tél : +33788476982
Mél : marielle.vezilier@bureauveritas.com

N° affaire : 30371577/2

Mission : Coordination Sécurité et Protection de la Santé

Opération :

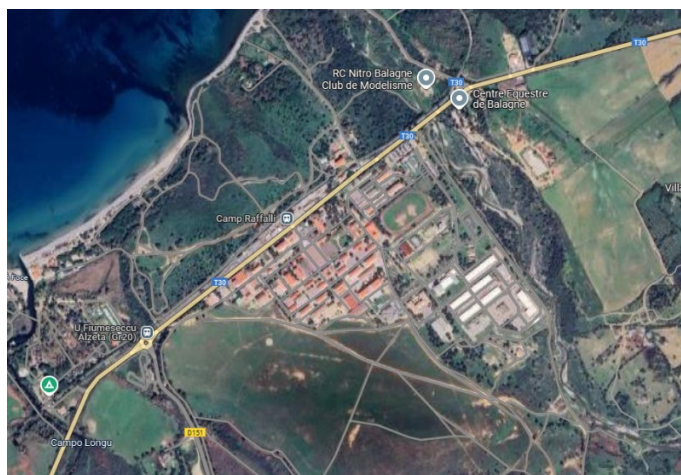
**Opération : 20/CALVI/CAMP RAFFALLI/SCORPION/
PREREQUIS VRD
27me REP
CAMP RAFFALLI**


Destinataire :

SID SUD EST - BCO de Corse
Lazaro CAPLIN
Bureau conduite d'opérations de Corse
Camp Henry Martin - CS 60 101

**Plan Général de Coordination**

P.G.C.

Opération de catégorie : 2

Date d'établissement ou de modification	Rév.	Objet de la mise à jour	Rédacteur
03/02/2026	Rev0	PGC SPS INITIAL	Marielle VEZILIER 

SOMMAIRE

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION	4
1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION	7
1.1. Présentation du projet	7
1.1.1. Objet de l'opération	7
1.1.2. Mode de consultation des entreprises	7
1.1.3. Délai prévisionnel de chantier	8
1.1.4. Démarche environnementale	8
1.1.5. Prévision du nombre de lots	8
1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier	8
1.2. Présentation des intervenants	8
2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS	10
2.1. Principe des séquences d'interventions	10
2.2. Inspections Communes	10
2.3. PPSPS	10
2.3.1. Pénalités	11
2.4. Sous-traitance	11
2.4.1. Déclaration des sous-traitants	11
2.4.2. Transmission du PGC	12
2.4.3. Obligation du sous-traitant	12
2.5. Intérimaires	12
2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »	12
2.7. Travailleurs indépendants art L4535-1	12
2.8. Protections individuelles	12
2.9. Modalité d'accueil des salariés	12
2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers	13
3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE	14
3.1. Accès au site et réseaux provisoires	14
3.2. Emprise de chantier	15
3.2.1. Clôture et portail	15
3.2.2. Accès	15
3.2.3. Circulations	16
3.2.4. Signalisation	16
3.2.5. Stationnements	17
3.2.6. Stockage	17
3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)	18
3.2.8. Cantonnements et entretien	18
3.3. Nettoyages (hors cantonnement)	20
3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier	20
3.3.2. Plan d'installation de chantier	20
3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier	21
4. MESURES DE COORDINATION SPS	22
4.1. Définition des séquences d'interventions	22
4.2. Analyse de risques	23
4.3. Co-activités et protections collectives	25
4.3.1. Organisation de la sécurité collective	25
4.3.2. Déplacement de protection collective	26
4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise	26
4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles	27
4.4. Equipement de levage	28
4.4.1. Autorisation de survol	28
4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention	29
4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site	29

4.5.1. Approvisionnements et stockage	29
4.5.2. Travaux superposés	29
4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux	29
4.5.4. Protection contre le bruit	29
4.5.5. Protection contre l'incendie	30
4.5.6. Travaux en hauteur	30
4.5.7. Echafaudage, tour escalier	30
4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins	30
4.6. Moyens communs	31
4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur	31
4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier	31
4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels	32
4.6.4. Protection des accès – Auvents	32
4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets	32
5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER	34
5.1. Stockages sur le chantier	34
5.2. Nettoyage	34
5.3. Enlèvement des déchets	34
5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires	34
5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés	35
5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise	35
6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	36
6.1. Déclarations particulières	36
6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération	37
6.3. Risques par rapport à un chantier voisin	38
6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure	39
6.5. Prévention incendie et explosion, Permis de feu	39
6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages	40
6.7. Cas particulier	40
7. ORGANISATION DES SECOURS	41
7.1. Téléphone de secours	41
7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)	41
7.3. Travail isolé	41
7.4. Procédure d'organisation des secours	41
7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident	42
7.6. Point de rencontre secours	42
7.7. Modèle de fiche de secours	43
ANNEXES AU P.G.C.	44

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

Les articles L 4121-2 & 3 et 4531-1, imposent au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des autres dispositions du Code du Travail à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Conception**

Ce PGC a été réalisé sur la base :

- des documents fournis par la Maîtrise d'oeuvre et la maîtrise d'ouvrage

Le Plan Général de Coordination SPS constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises, y compris des sous-traitants et des travailleurs indépendants, les dispositions qu'il comporte étant de nature à influencer notamment sur les sommes à engager pour réaliser les travaux.

Les éléments contenus dans le Plan Général de Coordination ont force de données de base pour les entreprises contractantes. Celles-ci devront s'appuyer sur le plan Général de Coordination pour établir leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

Le plan général de coordination sera complété et adapté par le coordonnateur en fonction de l'évolution du chantier. Il intégrera au fur et à mesure de leur élaboration en les harmonisant les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé.

INFORMATION : principales responsabilités en matière d'hygiène et de sécurité pour les différents intervenants sur un chantier de construction de bâtiment :

Maître d'ouvrage :

- **S'assurer que le projet respecte les réglementations en matière d'hygiène et de sécurité**
- Désigner un coordonnateur sécurité et protection de la santé (CSPS)
- Mettre en place les moyens de prévention et de protection collectifs

Maître d'œuvre :

- Intégrer les exigences de sécurité dans la conception du bâtiment
- Veiller à la coordination des différentes entreprises
- **Contrôler l'application des mesures de sécurité sur le chantier**

Coordonnateur sécurité et protection de la santé (CSPS) :

- Élaborer le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé
- Coordonner la mise en œuvre des principes généraux de prévention
- **Veiller à l'application des mesures de sécurité par les entreprises**

Entreprises :

- **Appliquer les mesures de sécurité définies dans le plan de prévention**
- Former et équiper leurs salariés pour travailler en sécurité

- Désigner un responsable sécurité sur le chantier

Salariés :

- Respecter les consignes de sécurité

- Utiliser correctement les équipements de protection individuelle
- Signaler tout danger ou incident au responsable sécurité

Cette répartition des responsabilités vise à impliquer tous les acteurs du chantier dans la prévention des risques et la sécurité des travailleurs.

1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

1.1. Présentation du projet

1.1.1. Objet de l'opération

MARCHE PRELIMINAIRE VRD DE L'OPERATION SCORPION

Le présent marché concerne les travaux de VRD préliminaire à l'opération SCORPION du camp Raffalli de Calvi (Haute-Corse, 2B).

Cette opération SCORPION correspond à une refonte complète de la zone technique du 2ème REP pour l'arrivée de nouveaux véhicules blindés.

Les travaux comprennent :

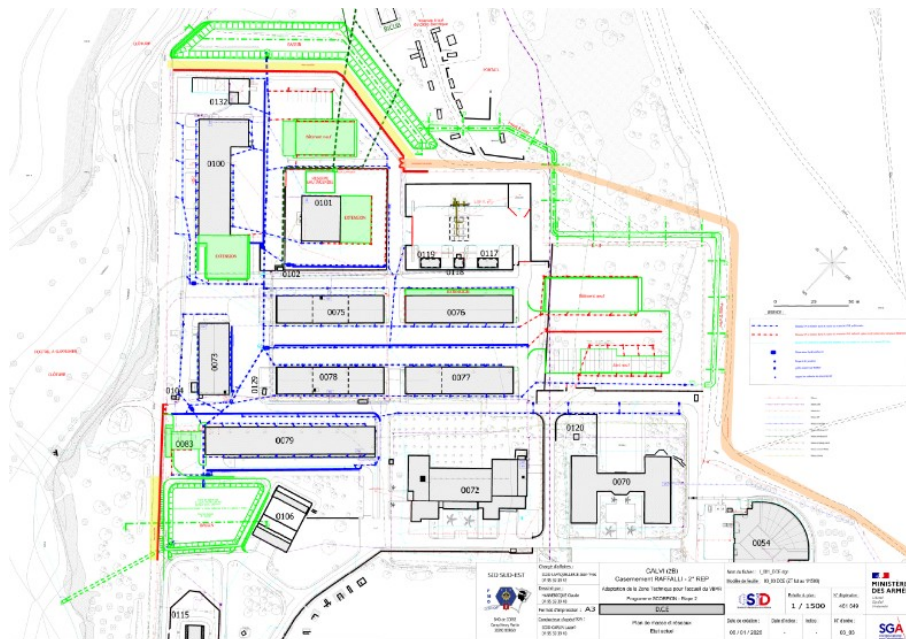
Les travaux suivants sont à réaliser dans le cadre du présent marché :

- bassin d'orage amont n° 1 et fossés de collecte ;
- bassin d'orage aval n° 2 ;
- clôture périmétrique (partielle) du camp ;
- collecteur EP entre le bassin d'orage n° 1 et n° 2 ;
- réseau EP de la zone technique ;
- durcissement d'une piste en terre par adjonction d'un liant.

Les travaux se déroulent sur un site occupé et en exploitation.

Le site est situé à proximité d'une zone naturelle d'intérêt écologique (**ZNIEFF**) et des précautions particulières sont à prendre concernant la **gestion des eaux de ruissellement**.

Une partie du site est également **classée en zone rouge pyrotechnique** nécessitant des précautions spécifiques.



1.1.2. Mode de consultation des entreprises

Mode de consultation des entreprises : appel d'offres restreint via un accord cadre

Mode de passation des marchés : lots séparés,

Type de marchés : publics,

1.1.3. Délai prévisionnel de chantier

Date prévisionnelle de début des travaux : 5 octobre 2026

Durée prévisionnelle de réalisation (mois) : 12

Phasage des travaux: Un planning prévisionnel des travaux sera joint au DCE.

1.1.4. Démarche environnementale

Valorisation des déchets :

Dans un document soumis au visa du maître d'œuvre pendant la période de préparation, l'entrepreneur expose et s'engage sur :

- Le tri sur site des différents déchets de chantier et les méthodes qui sont employées pour ne pas mélanger les différents déchets,
- En cas de plate-forme de tri nécessitant un premier transport depuis le chantier, l'entrepreneur précise les méthodes et moyens employés ainsi que la localisation de l'installation,
- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels sont acheminés les différents déchets à évacuer, en fonction de leur typologie et en accord avec le centre de stockage ou de regroupement,
- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui sont mis en œuvre pendant les travaux,
- L'information du maître d'œuvre en phase travaux quant à la nature des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier,
- Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets,
- La mise en zone de dépôt autorisée des déblais inertes en provenance du chantier et non réutilisables sur le site.

Prévu au marché :

Le maître d'ouvrage a prévu des mesures spécifiques pour la protection de l'environnement :

- Gestion des eaux de ruissellement pour éviter la pollution du milieu naturel
- Déplacement et replantation d'espèces végétales protégées (*Kickxia commutata*)
- Mesures de protection pour la tortue d'Hermann
- Tri sélectif des déchets sur le chantier
- Charte de gestion des déchets (SOGED) à mettre en place

1.1.5. Prévision du nombre de lots

Nombre de lots (estimation) : Prévision du nombre de lots : **Lot Unique**

Les adresses des titulaires des marchés et leurs sous-traitants éventuels font l'objet d'une annexe au PGC SPS, dès que le maître d'ouvrage en a informé la C.SPS. Cette annexe est tenue à jour par le coordonnateur durant toute la durée du chantier.

1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier

Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : 8 personnes maximum

Compte tenu de la durée prévisible du chantier et de l'effectif prévisionnel des travailleurs appelés à intervenir, cette opération est classée en catégorie 2 au sens de l'article R.4532-1 du Code du Travail.

1.2. Présentation des intervenants

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'ouvrage	SID SUD EST - BCO de Corse	Bureau conduite d'opérations de Corse Camp Henry Martin - CS 60 101 20290 BORGIO	lazaro.caplin@intradef.gov.fr	Lazaro CAPLIN

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'œuvre	SID SUD EST- BMO de Corse	bureau de Maîtrise d'Oeuvre de Corse Camp Henry Martin - CS 60 101 20620 borgo	jean-yves.lapaquellerie@intradef.gouv.fr	Jean-Yves Lapaquellerie
Inspection du travail	CGA / ITA	60 Boulevard du général Martial Valin — PC066 — CS21623 75509 PARIS Cedex 15	06.72.88.64.44 eric.saint-chamarand@intradef.gouv.fr	ICD Eric SAINT-CHAMARAND
CARSAT	CARSAT SUD EST	forum DU FANGO AVE JEAN ZUCCARELLI, 20200 BASTIA	BRUNO.BREYTON-PERFETTI@carsat-sudest.fr	Bruno BREYTON-PERFETTI
CRAM	Médecine du Travail Haute Corse	Parc Technologique ZAE Erbajolo, Pôle Prévention 20600 Bastia	p.raffalli@spst2b.com	contact médecine du travail 2B
OPPBTP	OPPBTP CORSE	2 ROUTE VILLE 20200 BASTIA	0617363044 jeremy.terrachon@oppbtp.fr	Jeremy TERRACHON
Coordonnateur SPS	BUREAU VERITAS CONSTRUCTION CORSE	Pépinière d'entreprise de Baléone - Bureau n°3 RT 22 ZA Baléone Centre 20167 SARROLA CARCOPINO	0788476982 marielle.vezilier@bureauveritas.com	Marielle VEZILIER

Liste complète des entreprises en pièce jointe

2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

Ce paragraphe ne se substitue pas mais complète les modalités pratiques de coopération qui sont jointes par le MO aux contrats de tous les intervenants.

2.1. Principe des séquences d'interventions

Les séquences permettent d'identifier les principaux risques ayant une influence sur le calendrier détaillé des travaux et l'organisation du travail des entreprises concernées pour définir les mesures de prévention à mettre en œuvre et de préparer les Inspections Communes.

Le chantier se décompose en séquences successives.

2.2. Inspections Communes

L'**Inspection Commune de la séquence** est réalisée au cours de cette réunion, avec l'analyse de la coactivité.

A cette réunion, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence doivent **OBLIGATOIREMENT** être présents afin de réaliser leur Inspection Commune.

Les Inspections Communes ne seront réalisées que lors de ces réunions.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

Pour un sous-traitant qui ne serait pas encore désigné avant cette réunion :

- **L'inspection Commune devra être programmée avec le CSPS en respectant un délai de prévenance incompressible de 8 jours ouvrés (art R.4532-62 du Code du Travail).**
- **L'inspection Commune sera faite en présence du titulaire du lot.**

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,
- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au présent PGC SPS à l'issue de la VIC.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleur indépendant, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

2.3. PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS. **Conformément à l'article L 4532-9, sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.**

Les entreprises qui doivent établir un PPSPS et participer à une IC sont déterminées en appliquant les règles décrites dans l'Annexe au PGC intitulée Annexe Arrêt Cour de Cassation du 14 Janvier 2025.

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.

L'entreprise chargée du gros œuvre ou le lot principal et ceux ayant à exécuter des travaux à risques particuliers mettent à disposition leurs PPSPS aux autres entreprises sur le chantier.

2.3.1. Pénalités

Rappel de la réglementation

L'obligation d'établir un PPSPS est inscrite dans le Code du travail, article L.4532-9 .

Les dispositions applicables aux opérations de 1re et 2e catégories du PPSPS (rédaction, délai, contenu, sous-traitants, consultation, transmission) sont définies par les articles R.4532-56 à Art. R.4532-74. (source : prévention BTP)

Article L4532-9 du code du travail

Sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.

Toute entreprise appelée à exécuter seule des travaux dont la durée et le volume prévus excèdent certains seuils établit également ce plan. Elle le communique au maître d'ouvrage.

Article L4744-5 du code du travail

Le fait pour l'entrepreneur de ne pas remettre au maître d'ouvrage ou au coordonnateur le plan particulier de sécurité et de protection de la santé des travailleurs prévu à l'article L. 4532-9 est puni d'une amende de 9 000 euros.

La récidive est punie d'un emprisonnement d'un an et d'une amende de 15 000 euros. La juridiction peut, en outre, prononcer les peines prévues à l'article L. 4741-5.

Se conformer aux pièces écrites du marché.

2.4. Sous-traitance

Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respectent la règle suivante :

- L'entreprise concernée adresse quatre semaines au préalable sa demande au maître d'œuvre qui la transmet au maître d'ouvrage.
- L'agrément est confirmé à l'entreprise par le maître d'ouvrage qui informe en copie le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS qui conduit la visite d'inspection commune.

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se voit interdire l'accès au chantier par le maître d'œuvre.

2.4.1. Déclaration des sous-traitants

L'entreprise a l'obligation de déclarer au maître d'ouvrage tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indique la nature précise des prestations sous-traitées.

Les coordonnées des sous traitants doivent être adressées par le maître d'ouvrage au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune.

Les entreprises qui ont l'intention de sous-traiter doivent s'assurer que les prestations de service ne sont en aucune façon des prêts de main-d'œuvre qui pourraient constituer un délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail).

2.4.2. Transmission du PGC

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC au dernier indice et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

2.4.3. Obligation du sous-traitant

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises.

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies par l'entreprise titulaire et notamment celles contenues dans son PPSPS et celles contenues dans le PGC ainsi que les dispositions arrêtées en inspection commune.

2.5. Intérimaires

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne l'accueil renforcé, la formation à la sécurité, la fourniture des équipements de protection individuelle et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs sont accueillis par l'entreprise qui leur explique les règles de sécurité les concernant.

2.7. Travailleurs indépendants art L4535-1

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations réglementaires que toute autre société, y compris :

- l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité

2.8. Protections individuelles

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des protections individuelles adaptées.

2.9. Modalité d'accueil des salariés

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

Salariés étrangers :

Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Etre en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,
- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité du chantier,
- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

Pour chaque salarié :

D.U.E. (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSSAF ou extrait du registre du personnel,

Contrat d'intérim si pas de DUE,

Déclaration de détachement pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Pour les ressortissants hors CE :

Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail.

2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.

3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE

du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS

Contraintes d'environnement de site

Présence d'amiante dans les existants

Sans objet

Présence de plomb dans les existants

Sans objet

Présence de silice dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence de silice"

3.1. Accès au site et réseaux provisoires

OBLIGATION DE REALISATION DES VRD AU PREALABLE DE L'OPERATION :

Code du travail, travail, art. R. 4533-1 et suivants

« Lorsque le montant d'une opération de construction de bâtiment excède 760.000 €, le chantier relatif à cette opération dispose, en un point au moins de son périmètre, d'une desserte en voirie, d'un raccordement à des réseaux de distribution d'eau potable et d'électricité, d'une évacuation des matières usées, dans des conditions telles que les locaux destinés aux travailleurs du chantier soient conformes aux dispositions qui leur sont applicables en matière de santé et de sécurité au travail.

Le maître d'ouvrage prend les mesures nécessaires, avant toute intervention des entrepreneurs et des sous-traitants sur le chantier dans les conditions prévues à la présente section. »

Intervenants : M.O

MISE A DISPOSITION EN LIMITE DE CHANTIER, LA POSSIBILITE AUX ENTREPRISES D'EFFECTUER LEURS BRANCHEMENTS PROVISOIRES DE CHANTIER :

- électricité, eau potable, téléphone
- la gestion est prise en charge par les entreprises via un compte prorata

A effectuer au préalable pendant le mois de préparation du chantier

Intervenants : M.O / En coordination avec Lot 01 et le 02

Dispositions à respecter

Les possibilités de branchement pour les réseaux provisoires (eau, électricité, assainissement) sont à réaliser depuis les bâtiments existants, notamment le bâtiment 0132 pour l'électricité et l'eau potable.

ACCES AU CHANTIER

Les entreprises auront accès au chantier, aux zones de livraisons et à la base vie par la voirie du camp, permettant le passage d'un camion (portail d'accès au chantier à ouvrir et à refermer après chaque passage).

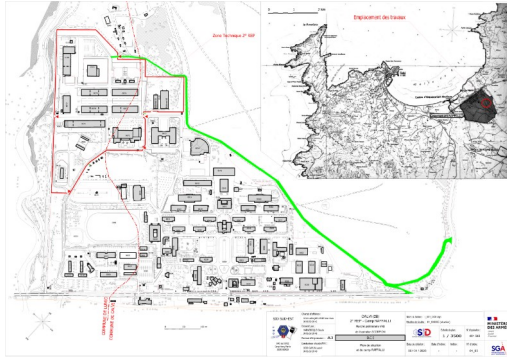
- Accès depuis la RT 30 (voir plan d'accès service prévention) par un portail existant qui sera ouvert et fermé par le 2eme REP

- Les accès des camions du chantier au site se feront par la route de Calenzana et le portail d'entrée côté zone de saut de la zone technique.

- Règle de priorités dans la zone d'interférences entre les utilisateurs et les véhicules des travailleurs du chantier : Dans tous les cas de figures, ce sont les personnels du camp qui ont la priorité sur les personnels du chantier.

Les véhicules légers de l'entreprise se gareront sur les parkings prévus sur le plan d'installation. Concernant l'utilisation des voies du camp, assurer l'entretien et la propreté de celles-ci.

Intervenant : lot unique



3.2. Emprise de chantier

3.2.1. Clôture et portail

Le chantier se situe sur l'emprise d'un site militaire en activité, de voies sous circulation et de zones sous exploitation. Il importe donc de clôturer les limites mitoyennes et de veiller à ce que le chantier ne crée aucune nuisance ou désordre sur les propriétés ou activités dans un périmètre environnant l'opération (gêne d'accès, bruit, poussière, fumées, etc.).

- Le chantier doit être rendu et maintenu clos et indépendant vis à vis des tiers durant toute l'opération
- L'entreprise principale met en place un dispositif de clôture en périphérie du chantier dès le début des travaux afin d'isoler le chantier des zones accessibles au public
- les clôtures existantes pourront être intégrée au dispositif

En dehors des heures de travail, le chantier doit être hermétiquement clos.

POSE EN LIMITE DE CHANTIER DES CLOTURES DU CHANTIER

Pour la zone d'installations de chantier :

- Clôtures opaques ou semi opaque (pour limiter la prise en vent) et jointives et ont une hauteur de 2,00 m pour les clôtures extérieures et conformes aux prescriptions du fabricant.
- Aspect propre et non bosselé des clôtures
- Pose d'un portail pour mettre l'accès au chantier fermant à clé

Pour la zone d'intervention sur voirie :

- Des clôtures provisoires y compris affichage et signalisations seront à prévoir pendant la totalité de la phase travaux pour maintenir l'étanchéité des zones de travaux.

IMPLANTATION DE LA CLOTURE :

- selon le plan de principe d'installation de chantier soumis au C.SPS.

ENTRETIEN DE LA CLOTURE :

- L'entretien, la dépose de cette clôture, du portail et du portillon et la remise en état du terrain à la fin du chantier seront assurés par le titulaire du lot

Intervenant : lot unique

3.2.2. Accès

L'accès au chantier du personnel s'effectuera par un portail prévu à cet effet. L'entreprise titulaire du lot aura la charge de la gestion des accès au chantier et donc de mettre en place une procédure qui permet la vérification des personnels autorisés à pénétrer le chantier.

METTRE EN PLACE UNE PROCEDURE QUI PERMET LA VERIFICATION DES PERSONNELS AUTORISES A PENETRER LE CHANTIER, à titre d'exemple :

- Port de la carte BTP OBLIGATOIRE
- La carte du BTP des compagnons pourra faire l'objet d'un contrôle pour les organismes conventionnels : chaque compagnons devra la posséder sur l'opération.
- Demander à toutes les entreprises de tenir à jour sur le chantier la liste des personnels présents
- Faire établir un protocole d'accès pour les opérations de chargement et déchargement des fournisseurs ou

faire établir dans le PPSPS les conditions d'accès des fournisseurs. (DHOL)

- Faire isoler par des barrières de protection toute zone de chantier dangereuse et non contrôlée
- Contrôle visuel des intrusions intempestives par le ou les responsables du chantier.
- Signalisation aux accès de la zone.
- En cas d'absence de PPSPS, l'entreprise ne sera pas autorisée à pénétrer sur le chantier même si son délai d'exécution est court

PERSONNES AUTORISEES A ENTRER SUR LE CHANTIER :

- Les entreprises Titulaires et sous-traitantes
- Les personnes liées par contrat à la conception et réalisation de l'opération : Maître d'Ouvrage, Maître d'Œuvre, OPC, CSPS, contrôleur technique, entrepreneurs notifiés, sous-traitants, fournisseurs
- Les personnes extérieures à la réalisation : visiteurs autorisés par le maître d'ouvrage, services publics
- Les personnes autorisées par une disposition légale ou réglementaire : Inspection du Travail, CRAM, OPPBTP, pompiers, services de police, médecin du travail

GARDIENNAGE DU CHANTIER

- L'entreprise titulaire du lot contrôle l'accès au chantier.
- Pour les périodes hors activité du chantier (ex : intempéries, congés) : mettre en place une surveillance de la signalisation et du chantier.
- Remettre en état la signalisation ou/et la voirie dans l'emprise du chantier en cas de besoin.

Intervenant : lot unique

Bâtiments environnants : servitudes particulières :

- Maintien des activités et du fonctionnement du camp :
 - ☐ Maintien des accès et des réseaux.
 - ☐ Limitation du bruit relatif aux travaux envisagés
 - ☐ Précaution à prendre pour les dégagements et projections de poussières relatives aux travaux
 - ☐ Limitation de la vitesse dans l'enceinte du camp.
 - ☐ Tenir compte du Plan De Prévention réalisé avec le responsable prévention du camp
 - ☐ Tenir compte du règlement intérieur du 2eme REP

Réseaux :

Nature et localisation des réseaux enterrés et aériens connus, à ce jour :

- ☐ effectuer les démarches obligatoires :

Pour tous travaux à proximité de réseaux enterrés ou aériens, les entreprises sont tenues de se renseigner sur l'existence et de la localisation de ces ouvrages ou réseaux auprès des différents concessionnaires :

- ☐ DICT. : demande auprès du Camp
- ☐ Plans de récolements (fournis par le camp).
- ☐ Sondages.
- ☐ Demande de renseignements.
- ☐ Proximité de l'aéroport : effectuer les démarches auprès de Direction Départementale de l'Aviation Civile pour tout montage d'engin de levage type grue.

3.2.3. Circulations

Les circulations doivent être transcrites sur le PIC (plan d'installation de chantier) pour chacune des phases.

L'entreprise titulaire du lot unique doit respecter les consignes de circulation du régiment : circuits des chantiers, sens de circulation, limitations de vitesse.

Une séparation des flux piétons et engins doit être mise en place.

3.2.4. Signalisation

POSE DES PANNEAUX REGLEMENTAIRES DE VOIRIES

- Mettre en place à l'entrée du chantier de panneaux « Chantier Interdit au Public » et « Port des E.P.I. Obligatoire » « sortie de camion »

- Mettre en place de signalisation provisoire de chantier pendant l'activité du chantier et hors activité du chantier et pendant toute la durée du chantier à la sortie de la zone de stockage et de la base vie

POSE DU PANNEAU DES INTERVENANTS DU CHANTIER :

R.8221-1 du code du travail

- Mettre en place à l'entrée du chantier un panneau indiquant les intervenants du chantier et le numéro de permis de construire /démolir

AFFICHAGES REGLEMENTAIRE DANS LA BASE VIE :

- Afficher dans la base vie les horaires du chantier
- Le numéro des secours
- La déclaration préalable du chantier

Intervenant : lot unique

3.2.5. Stationnements

Le stationnement des véhicules sur chantier se fait sur les zones réservées à cet effet et figurant sur le plan d'installation de chantier dans la limite des places disponible et toujours dans le sens du départ. En aucun cas le stationnement ne doit nuire à la circulation sur chantier (notamment l'accès des secours) .

Les places de stationnement allouées au besoin du chantier sont portées sur le plan d'installation de chantier. En cas de difficulté de par la configuration du chantier ou l'environnement, les entreprises privilégient la mise en commun du transport et se renseigner pour reverser des places de stationnement auprès de la mairie ou des riverains. La réalisation des emprises des parkings définitif est à privilégier pour un bon usage en cours de chantier avec la mise en place des mesures conformes.

Notamment les parkings existants ne peuvent être utilisés que sous accord de la maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre.

Les entreprises prennent en compte les conditions de stationnement sur le chantier pour les besoins de livraison. Le stationnement pour les livreurs n'est autorisé que pour le temps de la livraison.

Il est précisé que le stationnement hors emprise chantier s'effectue sous la responsabilité des entreprises. Le stationnement ne peut entraver le fonctionnement normal du chantier et notamment les voies de circulation affectées au secours. Les livraisons doivent ainsi être limitées en temps et planifiées.

3.2.6. Stockage

- L'entreprise définit en concertation avec l'exploitant des zones de stockage sur les parkings à proximité du bâtiment afin d'assurer un transit direct à l'intérieur du chantier depuis la zone de stockage vers le poste de travail :
- les zones de stockages sont clôturées et disposent de l'affichage réglementaire vis à vis du personnel et des tiers
- les aires de stockages seront définies sur le plan d'installation de chantier. Celles-ci peuvent évoluer en cours de chantier en dimension et positionnement.

Pour toute zone de stockage, l'entreprise doit :

- Mettre en place un balisage et une signalisation spécifique
- Disposer des protections collectives afin de garantir la sécurité des intervenants
- Interdire tout stockage superposé, non stabilisé, dont le support n'est pas résistant
- S'assurer des conditions de dépose et reprise des matériaux stockés en toute sécurité, et notamment du dispositif de manutention (grue, engins,)
- Ne pas interférer avec l'environnement
- S'assurer que les matériaux sont lestés et non susceptibles de s'envoler par grand vent
- S'assurer que les matériaux ne sont pas susceptibles de se déverser sur le domaine public, par la mise en place de bac de rétention avec plinthe.

3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)

Les Réseaux provisoires comprennent notamment les équipements suivants :

ELECTRICITE :

L'Entreprise titulaire installera l'armoire générale et effectuera le branchement électrique des cantonnements, depuis le coffret de raccordement dito.

- L'éclairage de toutes les circulations horizontales et verticales du chantier, par luminaires IP 44 fixés à plus de deux mètres des sols,

- Les câblages de distribution et coffrets électriques nécessaires aux besoins du chantier, avec prises électriques en nombre suffisant, y compris 380 V

Le nombre d'armoires sera calculé de façon à ce qu'il y ait au moins une armoire dans un rayon égal à 25 m en tous points du chantier.

- Les armoires électriques seront étanches, et munies d'un arrêt d'urgence. Elles seront en permanence fermées à clef, le branchement de prises de courant ainsi que le réarmement devant se faire sans avoir à ouvrir la porte.

- La vérification des installations électriques ci-dessus sera réalisée par un organisme agréé, frais à la charge de l'Entreprise.

- La maintenance (y compris le remplacement des lampes), ainsi que le repliement des installations seront dus par l'Entreprise.

Intervenant : Lot unique

EAU POTABLE

L'Entreprise titulaire devra le branchement en eau, depuis la vanne d'arrêt générale, et la réalisation du réseau provisoire complet des cantonnements et du chantier

La maintenance pendant toute la durée de l'opération, ainsi que le repliement des installations, seront dus par l'Entreprise.

Intervenant : Lot unique

EGOUTS

L'Entreprise titulaire effectuera la réalisation des raccordements à l'égout des cantonnements, et procédera à la récupération des eaux issues du désamiantage, et leur évacuation à l'égout.

La maintenance pendant toute la durée de l'opération, ainsi que le repliement des installations, seront dus par l'Entreprise titulaire.

Les réseaux provisoires comprennent :

- Eau : raccordement sur l'arrivée d'eau potable devant le bâtiment 0132

- Électricité : raccordement au TD du bâtiment 0132 ou au TD chaufferie du bâtiment 0100

- Assainissement : branchement supplémentaire depuis le bâtiment 0100

Les branchements seront enterrés même s'ils sont provisoires.

Intervenant : Lot unique

3.2.8. Cantonnements et entretien

Le titulaire du lot unique mettra en place la base vie et procédera à la mise en commun avec les autres entreprises intervenantes sur le chantier de l'utilisation de la base vie.

La conception, l'installation, l'utilisation et le repli des cantonnements de chantiers doivent respecter, les dispositions suivantes :

- L'opération fait l'objet d'une évaluation de l'effectif : 8 compagnons + encadrants chantier

- les infrastructures telles que la base vie sont à dimensionner sur la base d'un effectif de pointe à évaluer lors du lancement de l'opération en concertation avec les entreprises.

Le dimensionnement de la base vie évolue tout au long de l'opération en fonction de la courbe d'effectif globale de l'opération de façon à répondre aux exigences réglementaires en termes de moyens, de confort, d'hygiène et de salubrité à tout moment jusqu'à la réception.

Toute occupation d'installation existante ou mise à disposition éventuelle par le Maître d'Ouvrage ou un tiers doit faire l'objet d'un protocole entre les parties afin de garantir les règles de mise à disposition (conformité des installations, entretien, remise en état).

Une salle de réunion :

Elle sera équipée de :

- Tables et chaises pouvant accueillir jusqu'à 08 personnes
- Présence de sanitaire

Les Vestiaires :

Les Vestiaires et lavabos seront installés dans un local spécial à proximité du passage des travailleurs (articles R4228-2, R4228-3, R4228-4 et R4228-5 du code du travail):

- Éclairé
- Chauffé en saison froide
- Sol et parois facilement nettoyables
- Aéré conformément aux articles R4222-4, à R4222-10, R4412,149 et R.4412-150, R4222-11 à R4222-17, R4222-20 et R4222-21 du code du travail
- Maintenu en état constant de propreté
- Installations séparées si personnel mixte
- Si vestiaire et lavabos dans locaux séparés, communication entre eux sans passer par l'extérieur ni par les lieux de travail et de stockage
- Composition des Vestiaires (article R4228-6 du code du travail) :
- Sièges en nombre suffisant
- Armoires individuelles : ininflammables, à double compartiment et munies de serrure ou cadenas

Les Sanitaires :

- Lavabos (article R4228-7 du code du travail) :
- 1 lavabo pour 10 travailleurs
- Eau potable
- Température réglable
- Moyens de nettoyage
- Moyens de séchage ou d'essuyage, changés ou entretenus chaque fois que nécessaire.
- 1 cabinet et 1 urinoir pour 20 salariés
- Chasse d'eau
- Éclairage
- Chauffage en saison froide
- Sols et parois imperméables et facilement nettoyables
- portes pleines munies d'un loquet intérieur décondamnable de l'extérieur
- Évacuation des effluents conformes aux règlements sanitaires
- Absence de dégagement d'odeurs et aération conforme aux articles R4222-4 à R4222-10, R4412-149 et R4412-150, R4222-11 à R4222-17, R4222-20 et R4222-21 du code du travail
- 1 cabinet au moins équipé d'un point d'eau
- Papier hygiénique
- Installations séparées en cas de personnel mixte
- Douches : Obligatoires pour tous chantiers où s'effectuent des travaux insalubres ou salissants listés à l'annexe à l'arrêté du 23/07/1947 modifié (article R.4228-8 du code du travail). Ex. : travaux au jet de sable, travaux exposant aux poussières d'amiante, au plomb, etc.

Réfectoire :

Si moins de 25 travailleurs prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un emplacement de restauration présentant de bonnes conditions d'hygiène et sécurité, soit au minimum (articles R4228-22 à R4228-24 du code du travail et article R4534-142 du code du travail) :

- Tables + chaises
- Réchaud
- Garde-manger
- Réfrigérateur si possible
- Maintien en état constant de propreté

Un nettoyage hebdomadaire minimum est prévu.

Tous ces locaux seront correctement éclairés, raccordés selon leur destination aux évacuations et alimenté en eau.

Les entreprises devront confirmer leurs besoins à l'entreprise titulaire qui établira le plan d'installation de chantier.

Intervenant : lot unique

3.3. Nettoyages (hors cantonnement)

L'entreprise doit assurer le nettoyage de toutes les salissures qu'elle génère dans et hors chantier, au quotidien.

La propreté du chantier est un élément important de SECURITE et de PRODUCTIVITE. C'est pourquoi cette tâche, obligation des entreprises, doit être particulièrement contrôlée par l'encadrement de chantier.

Pour être efficace, la tâche propreté doit être accompagnée par une autre tâche très importante qui est celle de l'évacuation des déchets, gravois, emballages. Au quotidien et en tout point du chantier. Cette évacuation s'effectue au poste de travail et sur les circulations, par des moyens appropriés pour conserver à l'environnement l'état de propreté exigé (goulotte, sacs, et seaux). Leur mise en dépôt à l'extérieur du bâtiment se fait en un endroit désigné d'un commun accord avec la maîtrise d'œuvre et le Coordonnateur SPS.

Chaque entreprise effectue le nettoyage complet :

- sur sa zone d'intervention
- sur tous les abords,
- de façon périodiques selon la nature des déchets et gravois.
- jusqu'à la mise en bennes à ordures gérés par l'entreprise principale (enlèvement réguliers jusqu'à la réception des travaux) ,
- selon le type de déchets à évacuer (peinture, colles, produits inflammables) dans le cadre du tri sélectif

Sur simple constat de la maîtrise d'ouvrage, de la maîtrise d'œuvre ou du Coordonnateur SPS, et sans mise en demeure préalable, ces derniers peuvent faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugent nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont alors imputés à l'entreprise défaillante.

Le stockage et l'évacuation des déchets prend en compte les recommandations figurant sur les fiches de données sécurité.

3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier

Le maître d'ouvrage s'assure auprès du maître d'œuvre que les contraintes et obligations découlant, pour les entreprises, des mesures de prévention et de coordination mentionnées à l'article R. 4532-44 sont transcrites dans les pièces constituant le DCE et celui des sous-traitants.

Ainsi Le plan général de coordination est joint aux autres documents remis par le maître d'ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter.

Le coordonnateur SPS collabore avec le maître d'œuvre à la transcription par celui-ci, sous forme de plan, du projet d'installation de chantier.

3.3.2. Plan d'installation de chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise **LOT UNIQUE** soumet à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

Préalablement à l'exécution des travaux, **l'entreprise Lot unique** soumet à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

- des barrières et clôtures de chantier
- des parkings pour les véhicules de chantier,
- des installations destinées aux sanitaires, vestiaires et réfectoires,

- des installations de la salle de réunion et des différents bureaux,
- de l'emplacement des moyens de secours et d'appel,
- du point de rencontre pour accueil des services de secours,
- des zones de stockage et de préparation, y compris zones de rétention

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise Principale y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

Pour les sites occupés, il est mentionné les interférences avec l'exploitation (personnel, public) précisant :

- Les circulations et croisements de flux
- Les dispositifs spécifiques à l'exploitation (accès, réseaux, consignation, dispositif de lutte contre l'incendie, alarmes.)
- Les notices de sécurité et procédures spécifiques à l'établissement
- Les numéros d'urgence à contacter en cas d'accident afin d'harmoniser les procédures de secours entre le chantier et l'exploitant.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise **LOT UNIQUE** y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Clôture et portail	LOT UNIQUE	LOT UNIQUE	RECEPTION DU CHANTIER
Accès	LOT UNIQUE	LOT UNIQUE	RECEPTION DU CHANTIER
Circulations	LOT UNIQUE	LOT UNIQUE	RECEPTION DU CHANTIER
Signalisation	LOT UNIQUE	LOT UNIQUE	RECEPTION DU CHANTIER
Stationnement	LOT UNIQUE	LOT UNIQUE	RECEPTION DU CHANTIER
Stockage	LOT UNIQUE	LOT UNIQUE	RECEPTION DU CHANTIER
Réseaux provisoires de chantier	LOT UNIQUE	LOT UNIQUE	RECEPTION DU CHANTIER
Coffret électrique général	LOT UNIQUE	LOT UNIQUE	RECEPTION DU CHANTIER
Coffret divisionnaire et éclairage	LOT UNIQUE	LOT UNIQUE	RECEPTION DU CHANTIER
Cantonnement	LOT UNIQUE	LOT UNIQUE	RECEPTION DU CHANTIER
Infirmier de chantier			
Nettoyage hors cantonnement	LOT UNIQUE	LOT UNIQUE	RECEPTION DU CHANTIER
PIC	LOT UNIQUE	LOT UNIQUE	RECEPTION DU CHANTIER
Protections collectives	LOT UNIQUE	LOT UNIQUE	RECEPTION DU CHANTIER
Accès hauteur communs	LOT UNIQUE	LOT UNIQUE	RECEPTION DU CHANTIER
Déchets - Gravats	LOT UNIQUE	LOT UNIQUE	RECEPTION DU CHANTIER

4. MESURES DE COORDINATION SPS

4.1. Définition des séquences d'interventions

Décomposition des interventions et remarques en termes de coactivités en concertation avec le maître d'œuvre.

Séquence(s)	calendrier hypothèse	Tâche(s) / lot(s)	Danger(s)	Essentiel(s) de la séquence
1 TERRASSEMENT - GENIE CIVIL - VRD		DEMAQUISAGE	Inhalation poussières Déplacement de plain-pied Environnement naturel	. Débroussaillage: Port des EPI adaptés à la tâche Etudier le mode opératoire Mise en place d'un périmètre de sécurité
		TERRASSEMENT - VRD	Multi danger Multi danger Multi danger Rupture, effondrement Rupture, effondrement Rupture, effondrement Rupture, effondrement Chute d'objets, éclats Environnement naturel Engins et matériels Hautes Fréquences	. Obligation de blinder une fouille étroite de plus de 1 m 30 de profondeur Respecter la charte chantier vert de l'Opération Faire apparaître au PIC les zones de non évolution des engins par rapport à la ligne haute tension. Maintien des gabarits tout au long du chantier et jusqu'à la réalisation des enrobés.
		CHAUSSÉE	Bactéries, virus, parasites Inhalation poussières Collision, heurt	. Coactivité interdite dans la zone d'évolution des engins.

4.2. Analyse de risques

Séquence : 1 - TERRASSEMENT - GENIE CIVIL - VRD

DEMAQUISAGE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Inhalation poussières	Privilégier un mode opératoire ne générant pas de poussières. Le cas échéant, il appartient à l'entreprise génératrice des nuisances, telles que les émanations de poussières, vapeur délétère, de mettre en œuvre les moyens nécessaires à la mise en sécurité des autres intervenants (captation à la source, aspiration, ventilation, capotage (projection) travail par humidification ou brumisation)	Coactivité interdite dans le cas où le lot concerné ne peut éviter de générer de la poussière.
Déplacement de plain-pied	Rangement et propreté permanent des poste de travail et des circulations. Interdiction de stocker dans les circulations et sur d'autres zones que celles définies dans le PIC.	.
Environnement naturel	Débroussaillage et abattage d'arbres/ chute de branches et d'arbres : . protections individuelles :- casques de sécurité- protection auditive- protège-face- pantalons munis de jambières- chaussures de sécurité . mise en place d'un périmètre de sécurité . ne pas entreprendre d'abattage lorsque les conditions météorologiques sont défavorables . étudier les conditions de chute de(s) arbre(s)	Respect du périmètre de sécurité. Port des EPI



TERRASSEMENT - VRD

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Multi danger	Les risques liés aux venues d'eau auront été au préalable appréhendés par l'entreprise de terrassement et s'il y a lieu, les matériels d'épuisement mis en place. En cas de présence d'eau polluée, l'entreprise titulaire concernée fera réaliser une analyse, les résultats au jour du sondage seront transmis au MOA, au MOE et au CSPS.	Ne pas franchir les dispositifs de délimitation mis en place, sans autorisation préalable du titulaire du lot.
Multi danger	Protection contre les blessures térébrantes (les aciers en attente ne devront pas présenter de risques d'empalement)	.
Multi danger	Lors des opérations de terrassement, la découverte de tout objet suspect, type obus, caisse ... entraînera l'arrêt immédiat de l'opération en cours, l'évacuation des personnels à proximité, la mise en place d'un périmètre de sécurité balisé, et l'appel de la Préfecture pour identification. Les travaux ne reprendront qu'après autorisation écrite de la Maîtrise d'œuvre.	.
Rupture, effondrement	L'exécution des fouilles doit se faire par tronçons de 20 m qui doivent être remblayés à l'avancement, aucune fouille ne peut rester ouverte en fin de journée. Afin de supprimer les risques d'ensevelissement, l'entreprise doit respecter les dispositions suivantes : obligation de blinder une fouille étroite de plus de 1 m 30 de profondeur - Interdiction de sortir de l'emprise du blindage. Ne jamais surcharger les bords de fouilles,	Éviter tout dépôt de matériel ou de matériaux et toute circulation de véhicules et d'engins à proximité de la tranchée
Rupture, effondrement	Réalisation des tranchées pour canalisations, fourreaux, voirie avec mise en place de blindage ou réalisation de	.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	talutage, si hauteur > 1.30 et si hauteur > 2/3 largeur. Les tranchées devront être rebouchées à l'avancement, dans le cas contraire, matérialisation par filets orange, en retrait de l'ouvrage.	
Rupture, effondrement	Si profondeur > 1,30m, caisson de protection ou panneau préfabriqué au plus près du terrassement (bois, aluminium, matériau composite). Blindage toujours préférable au talutage (nécessite étude préalable de la nature du terrain). Echelle accès, passerelle de franchissement, vérification des réseaux, surveillance de l'état du terrain. Pas de stockage au bord de la fouille.	.
Rupture, effondrement	Blinder si nécessaire (fouilles en tranchée de plus 1,30m et de largeur égale ou inférieure au 2/3 de la profondeur). Se conformer aux préconisations du géotechnicien. Tenir compte des surcharges et des ébranlements dus à la présence de bâtiments mitoyens ou à la circulation des véhicules sur les voies se trouvant à proximité des tranchées, afin de déterminer l'inclinaison du talutage et la nature du blindage à mettre en place.. Surveillance permanente des travaux.	.
Chute d'objets, éclats	Le bord des fouilles et / ou des tranchées devront être libre de tous dépôt de matériaux et / ou de matériel	Interdiction de stocker en bordure de fouilles.
Environnement naturel	Respecter la charte chantier vert de l'Opération : - La prévention et réduction de la production des déchets, - Le tri, la valorisation et le traitement des déchets, - Le respect du SOGED (schéma d'organisation et de gestion des déchets), - Limitation des nuisances de chantier vis-à-vis des riverains, - Limitation des risques de santé des ouvriers, - Limiter les pollutions lors du chantier => Bac de rétention sous les cuves hydrocarbures => Nettoyage des engins sur les aires aménagées à cet effet avec fosse de décantation	Respecter la charte chantier vert de l'Opération Bac de rétention sous les cuves hydrocarbures Nettoyage des engins sur les aires aménagées à cet effet avec fosse de décantation.
Engins et matériels	Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne pourront s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées : - du guidage des véhicules et des engins, - de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation. La conduite des engins de chantier ne pourra être confiée qu'à des conducteurs ayant été reconnus aptes médicalement et professionnellement. De plus, chaque conducteur devra être en possession d'une « Autorisation de conduite » appropriée à la catégorie de l'engin qu'il conduit, établie et délivrée par son chef d'établissement. D'autre part, un exemplaire des rapports de vérifications réglementaires que doivent subir les engins amenés à manutentionner devra être tenu à disposition sur le site par les entreprises utilisatrices. Toutes les zones de travaux et aires d'évolution de ces engins devront être délimitées par la mise en place de clôtures amovibles installées sur des plots en béton par les entreprises utilisatrices des engins. Chaque entreprise devra mettre en place une signalisation indiquant l'interdiction faite aux tiers de pénétrer dans les zones de travaux. Tous les engins ainsi que les véhicules de livraison et d'évacuation devront être équipés d'un signal sonore de recul.	.
Hautes Fréquences	Avant toute intervention d'engins de terrassement sur le terrain, des portiques gabarits seront implantés sous la ligne haute tension et de part et d'autre de celle-ci pour interdire toute intrusion dans la circonférence de sécurité.	.

CHAUSSEE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Bactéries, virus, parasites	Vapeurs bitumineuses : Port des protections respiratoires	Port des protections respiratoires
Inhalation poussières	Privilégier un mode opératoire ne générant pas de poussières. Le cas échéant, il appartient à l'entreprise génératrice des nuisances, telles que les émanations de poussières, vapeur délétère , de mettre en œuvre les moyens nécessaires à la mise en sécurité des autres intervenants (captation à la source, aspiration, ventilation, capotage (projection) travail par humidification ou brumisation) .	Coactivité interdite dans le cas où le lot concerné ne peut éviter de générer de la poussière.
Collision, heurt	Aire de stockage des agrégats, non surchargée et interdite à tout piéton. Pas d'interférence de circulation entre chargeuse et camion d'approvisionnement.	Aire de stockage des agrégats, non surchargée et interdite à tout piéton. Pas d'interférence de circulation entre chargeuse et camion d'approvisionnement.

4.3. Co-activités et protections collectives

4.3.1. Organisation de la sécurité collective

Les grands principes qui régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier sont :

- Chaque intervenant est responsable de la sécurité de ses salariés,
- La coordination indispensable des interventions des différentes entreprises, réclame que l'entreprise du **LOT UNIQUE** soit chargée de la fourniture, de la mise en place des protections collectives. Jusqu'à l'achèvement des travaux, cette coordination doit également éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail.
- La maintenance des protections collectives est à réaliser par l'entreprise du **LOT UNIQUE**.
- Une protection suffisante et adaptée à leurs travaux doit donc être mise en place. L'entreprise doit définir dans son P.P.S.P.S, le type de protections qu'elle met en place.
- Si tel n'est pas le cas, cet entrepreneur a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux complémentaires pour assurer la protection collective.
- Les nouvelles protections sont maintenues et entretenues par l'entrepreneur les ayant modifiées, aussi longtemps que nécessaire.
- Le Coordonnateur SPS est informé des compléments ou modifications ainsi apportés avant toute intervention sur le site.
- Priorité est donnée aux installations de protection définitives par rapport aux installations provisoires,
- Tous les éléments en cours d'assemblage doivent être consolidés s'ils sont instables, scellés ou étayés même provisoirement selon les prescriptions des fabricants.
- Une délimitation des zones dangereuses ou interdites aux autres entreprises doit être effectuée. Une information doit être faite lors des réunions de chantier.

Le matériel des protections collectives est identifié et exclusivement réservé à cet usage. (couleur distincte)

Le P.P.S.P.S. de l'entreprise précise le type de matériel proposé.

Eventuellement, à la fin de ses travaux, sous réserve de l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS, elle doit passer les consignes à l'entreprise appelée à lui succéder.

Chaque entrepreneur ayant à intervenir sur un ouvrage considéré, et quel que soit le titre auquel il intervient, doit s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux. Si tel n'est pas le cas, il a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux et complémentaires pour assurer la protection collective de son personnel, ainsi que le maintien et l'entretien de ces nouvelles protections.

Les modifications sont soumises au Coordonnateur et font l'objet d'un additif au P.P.S.P.S.

Le Maître d'Œuvre se réserve le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, de faire appel à

une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.

4.3.2. Déplacement de protection collective

Au cas où une tâche nécessite le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) doit présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective doivent être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois les protections définitives mises en place.

4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise

En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise En cas de carence d'une entreprise pour l'établissement de protection collective dont l'absence est de nature à causer un risque pour d'autres corps d'état et son propre personnel, le maître d'œuvre fera mettre ces protections collectives par une entreprise de son choix, aux frais de l'entreprise défaillante.

L'arrêt des travaux qui pourrait s'en suivre sera également à la charge du défaillant est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise En cas de carence d'une entreprise pour l'établissement de protection collective dont l'absence est de nature à causer un risque pour d'autres corps d'état et son propre personnel, le maître d'œuvre fera mettre ces protections collectives par une entreprise de son choix, aux frais de l'entreprise défaillante.

L'arrêt des travaux qui pourrait s'en suivre sera également à la charge du défaillant qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Œuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise En cas de carence d'une entreprise pour l'établissement de protection collective dont l'absence est de nature à causer un risque pour d'autres corps d'état et son propre personnel, le maître d'œuvre fera mettre ces protections collectives par une entreprise de son choix, aux frais de l'entreprise défaillante. L'arrêt des travaux qui pourrait s'en suivre sera également à la charge du défaillant est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise En cas de carence d'une entreprise pour l'établissement de protection collective dont l'absence est de nature à causer un risque pour d'autres corps d'état et son propre personnel, le maître d'œuvre fera mettre ces protections collectives par une entreprise de son choix, aux frais de l'entreprise défaillante.

L'arrêt des travaux qui pourrait s'en suivre sera également à la charge du défaillant qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Œuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Œuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles

PREVENTION DES RISQUES DE MALADIES PROFESSIONNELLES :

Aspiration, ventilation de locaux hors d'air : poussières bois, ciment.

- Port du masque obligatoire pour les ouvriers qui utilisent des rabots électriques ou des dégauchisseuses
- Utilisation d'appareils à récupération de poussière

Intervenant : Lot menuiseries extérieures

Choix de modes opératoires et de produits ne pouvant pas entraîner des nuisances telles que le bruit, vibrations, poussières, gaz toxiques ... En cas d'impossibilité, l'emploi de matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti vibratiles) est obligatoire pour : TCE

- Eviter ou limiter l'apparition des maladies TMS (troubles musculo –squelettiques, EN ADAPTANT LE TRAVAIL à L'HOMME

o Utiliser des lève-plaques Lot Placo-doublage

o Utiliser des diables pour transports d'appareils type chauffe-eaux, appareils électriques

o Réduire la charge des sacs de ciment à transporter / privilégier l'acheminement mécanique du ciment

TRAVAUX SPECIFIQUES :

Dispositions de nature à prévenir les risques d'explosion et d'intoxication lors de la mise en oeuvre :

- travaux par points chauds (soudage, meulage, etc....) Lot 01
- Travaux sur dispositif électrique pouvant entraîner une électrocution. TCE
- Découverte d'engins explosifs datant de la seconde guerre mondiale.

PREVENTION DES RISQUES CONCERNANT LES REGLES DE STOCKAGE

Communication préalable au coordonnateur :

- des fiches de données de sécurité : FDS
- des règles de stockage,

Favoriser la ventilation des lieux de travail et de stockage. TCE

PROTECTION CONTRE LE BRUIT :

- L'employeur est tenu de réduire le bruit au niveau le plus bas possible compte tenu de l'état de la technique.
- Les entreprises devront retenir les procédés limitant les bruits à 85db. En cas d'impossibilité, il faudra prévoir d'autres solutions d'insonorisation :
- Réduction du bruit à la source
- Encoffrent de la source
- Suspension anti-vibratile
- Eloignement des machines
- Protection individuelle : casque antibruit TCE
- Adapter le matériel et les engins de chantier afin de réduire au maximum les nuisances sonores dues à la fracture de la roche Lot G.O

RISQUES PARTICULIERS : Prévention contre le risques de la légionellose

La légionellose est une infection pulmonaire grave avec troubles associés (pneumonie + troubles rénaux et intestinaux + confusion mentale), qui peut être mortelle si elle n'est pas diagnostiquée à temps et traitée.

Les légionelles sont des bactéries que l'on rencontre fréquemment dans les milieux humides, et qui se développent entre 25 et 43 °C.

Dans le milieu professionnel BTP, on les trouve :

- dans les réseaux d'eau chaude sanitaire avec boucles de réchauffage ;
- dans les systèmes de climatisation, les appareils d'humidification ;
- dans les circuits de refroidissement de certains procédés industriels ;
- dans l'environnement des engins TP travaillant avec de l'eau recyclée (compacteurs, réservoirs d'eau).

Une infection par les légionelles peut donner :

- la fièvre de Pontiac : infection grippale bénigne qui passe en quelques jours ;
- la légionellose : infection pulmonaire grave avec troubles associés (pneumonie + troubles rénaux et intestinaux + confusion mentale), qui peut être mortelle si elle n'est pas diagnostiquée à temps et traitée. La légionellose est une maladie humaine à déclaration obligatoire depuis 1987. En 2005, 1.527 légionelloses ont été enregistrées. Parmi ces déclarations, 48 portaient la mention de l'origine professionnelle.

Mesures de préventions :

- mettre les équipements à l'arrêt avant les interventions et suffisamment tôt pour que les gouttelettes d'eau se déposent ;
- éviter les procédés de nettoyage à jets d'eau à haute pression ;
- équiper les opérateurs d'un masque muni de filtres P3 contre les aérosols solides et liquides ;
- sensibiliser les intervenants au risque de légionellose avec l'aide du médecin du travail ;
- informer les salariés de la nécessité de consulter rapidement un médecin en cas de maladie respiratoire avec fièvre et en lui précisant que leur métier les expose au risque de contamination par les légionnelles.
- Les réseaux doivent être nettoyés par choc chloré et les ballons d'eau chaude doivent être maintenus à 60 ° C.
- Eviter les eaux stagnantes dans lesquelles s'épanouissent les bactéries.

Intervenant : Lot G.O

RISQUES PARTICULIERS : Prévention contre le risque amiante

Toutes les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou d'encapsulage de matériaux contenant de l'amiante ainsi que celles qui effectuent des interventions sur des matériaux susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante sont soumises à des règles précises en matière de protection des salariés.

De plus, les règles de la prévention du risque « amiante » font partie intégrante de la prévention du risque chimique. Sont donc applicables au risque « amiante » les articles du Code du travail détaillant le risque chimique.

L'amiante étant un produit chimique CMR (cancérogène, mutagène, reprotoxique), les dispositions réglementaires relatives à la prévention des agents CMR sont également applicables à tous les travaux sur des matériaux contenant de l'amiante.

Sont notamment applicables à la prévention du risque « amiante » :

- les règles d'évaluation du risque chimique ;
- l'information des travailleurs ;
- la formation des salariés ;
- les règles d'entretien des EPI (équipements de protection individuelle) ;
- la tenue d'une liste actualisée des salariés exposés ;
- la tenue d'une fiche d'exposition pour chaque salarié exposé ;
- la remise d'une attestation d'exposition au salarié exposé au risque d'inhalation de fibres d'amiante ;

Mesures de préventions :

PREALABLE :

- Réaliser le rapport de repérage amiante avant travaux
- **En cas de découverte d'amiante** : effectuer les mesures d'empoussièrement environnemental afin de vérifier

si le seuil de 5 fibres/litres d'air n'est pas atteint, avant et après travaux. (Code la Santé Publique) M.O

Déterminer le champ d'intervention des entreprises pour le retrait de l'amiante :

- Travaux en sous section 3
- Travaux en sous-section 4

M.O / C.SPS

4.4. Equipement de levage

Sans objet

4.4.1. Autorisation de survol

Sans objet

4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les entreprises définissent, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner (préciser le type, le nombre et l'implantation).

4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site

4.5.1. Approvisionnements et stockage

A partir du plan d'installation de chantier, les approvisionnements sont définis et organisés en accord avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

L'ensemble est porté à la connaissance du coordonnateur SPS et évoqué lors des inspections communes.

4.5.2. Travaux superposés

Les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la maîtrise d'œuvre dans sa planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux

Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier est interdit.

En cas de nécessité absolue, l'entreprise effectue une demande dérogation auprès du Maître d'œuvre et du CSPS. Les zones d'entreposage respectent les conditions de stockage prévues par le fabricant ou la réglementation.

L'entrepreneur mentionne dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joint les fiches de données de sécurité des fabricants. L'entreprise réalise une zone de stockage pour ces produits ayant un classement au feu (MO)

La signalisation et le stockage des produits dangereux est conforme à la fiche de donnée sécurité du produit concerné (ventilation, manutention, stockage) . En cas de fractionnement, l'étiquetage est reproduit sur les nouveaux emballages.

La délimitation, l'aménagement et les dispositions particulières pour le stockage des matières dangereuses sont définies par l'entrepreneur après concertation avec "l'exploitant, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS" ou sont imposées par ces derniers.

4.5.4. Protection contre le bruit

L'entrepreneur est tenu de réduire le bruit à la source et au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises doivent retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, prévoir d'autres solutions d'insonorisation, notamment :

- encoffrement de la source,
- suspension anti-vibratile,
- éloignement des machines,
- protection individuelle.

4.5.5. Protection contre l'incendie

4.5.6. Travaux en hauteur

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux sont effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de P.E.M.P. (nacelle élévatrice, plate-forme sur mâts...) ou d'échafaudage de pied. Ce matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

En tout état de cause, ces matériels doivent être installés ou évoluer sur des surfaces stables.

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.

L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention est obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection peut être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre, l'entreprise devra préalablement à toute intervention, justifier par écrit dans son mode opératoire (ou additif au PPSPS) de cette impossibilité de recourir aux Equipement de protections collectives.

4.5.7. Echafaudage, tour escalier

Sans objet

4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

Le titre d'autorisation et la formation

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manoeuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,

- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

Obligation de CACES et autorisation de conduite de l'employeur :

Le code du travail prévoit entre que la conduite de certains équipements présentant des risques particuliers est subordonnée à l'obtention d'une autorisation de conduite délivrée par le chef d'entreprise. Celle-ci est obligatoire pour la conduite des grues tour, des grues mobiles, des grues auxiliaires de chargement de véhicules, des chariots automoteurs de manutention à conducteur porté, des plates-formes élévatrices mobiles de personnes, des engins de chantier télécommandés ou à conducteur porté. Un arrêté du 2 décembre 1998 précise les modalités de délivrance de cette autorisation. Elle doit être établie et délivrée par le chef d'établissement sur la base d'une évaluation qui comprend :

- un examen d'aptitude réalisé par le médecin du travail;
- un contrôle des connaissances et savoir-faire de l'opérateur pour la conduite en sécurité de l'équipement de travail;
- une connaissance des lieux et des instructions à respecter sur le ou les sites d'utilisation.

La délivrance du CACES est la reconnaissance de l'aptitude d'un opérateur, tant au plan médical que technique, à conduire un engin en toute sécurité. Ce certificat ne doit pas se confondre avec un contenu de formation: la délivrance du CACES constate un état des connaissances et savoir-faire pour la conduite en sécurité.

La détention du CACES sera recommandée à l'ensemble des conducteurs d'engins sur le chantier.

Documents de référence :

Recommandation R372 sur L'utilisation des Engins de chantier Vérification Générale Périodique de l'appareil doit être à jour. Les réserves en matière de sécurité suite à un contrôle doivent être levées avant remise en service de l'engin. Chaque appareil utilisé sur site doit faire l'objet d'un examen d'adéquation écrit prenant en compte le personnel le matériel et l'environnement.

Rappel : Autorisation de conduite = Formation (CACES ou autres) + Aptitude Médicale + Visite du Site.

Le CACES détenu doit être reconnu en FRANCE et notamment pour les entreprises étrangères il y a lieu pour le personnel conduisant des engins de chantier de détenir :

1/ Pour la conduite de PEMP (Nacelle)

- un CACES reconnu en France et de fait de détenir la carte PAL (reconnue en France)

2 / Pour la conduite d'engin autre

Les salariés doivent avoir suivi la formation française pour pouvoir conduire ce type d'équipement et donc le CACES France.

Nota : L'accès au site internet PAL permet effectivement de vérifier la conformité de la carte pour le détenteur

4.6. Moyens communs

4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur

Sans Objet.

**Compte tenu de la nature de cette opération, cette recommandation ne peut pas s'appliquer.
Par décision du Maître d'Ouvrage cette opération ne sera pas concernée.**

4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier

Sans Objet.

**Compte tenu de la nature de cette opération, cette recommandation ne peut pas s'appliquer.
Par décision du Maître d'Ouvrage cette opération ne sera pas concernée.**

4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels

Les aménagements et services suivants seront fournis, installés et entretenus par l'entreprise principale: .

- Voies de circulation horizontales ET verticales.
- Signalisation conforme aux règlements de la commune.
- Manœuvres et évolutions avec visibilité réduite sous conduite d'une ou plusieurs personnes chargées du guidage et de la signalisation vis à vis des autres usagers.
- Avertisseurs sonores et optiques obligatoires sur tous les véhicules et engins présents sur la zone de chantier (avec obligation de résultat).

Plan de circulation :

1. des zones de circulations des piétons seront mise en place par l'entreprise principale.
2. Sur les portions ouvertes aux usagers de la route, une signalisation provisoire de chantier devra être mise en place dans chaque sens de circulation et ce avant tous démarrages de travaux.
3. Les cheminements piétons et routiers sont systématiquement définis en tenant compte de l'évolution du chantier, au pourtour et dans l'ouvrage en cours de réalisation. Ils doivent figurer sur l'avant-projet de plan d'installation de chantier et de phasage des travaux.
4. Les zones de travaux resteront protégées et balisées pendant toute la durée du chantier.
5. L'entreprise principale restera en permanence responsable de l'entretien de ces circulations en état adapté et de propreté.

4.6.4. Protection des accès – Auvents

Sans objet

4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets

Conditions d'enlèvement des matériaux, déchets, décombres, gravats notamment ceux présentant un risque particulier.

Les entreprises de bâtiment doivent individualiser les emballages, transporter tous les déchets en respectant certaines conditions, ou les confier à un professionnel du déchet qui les valorisera dans les conditions légales, c'est-à-dire par réemploi, recyclage ou transformation en énergie, à l'exclusion de tout autre mode d'élimination.

Il existe trois classes d'installations de stockage, en fonction de la perméabilité de leur sous-sol et de leur mode de gestion (création d'alvéoles, captage des biogaz, traitement des rejets liquides) :

- Classe 1 : pour les déchets dangereux
- Classe 2 : pour les déchets non dangereux et non inertes
- Classe 3 : pour les déchets inertes

En référence du CCAG Travaux – arrêté du 8 septembre 2009 du Code des marchés publics :

L'article 36.1 précise les principes généraux : la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

- L'emplacement des bennes sera porté sur le plan d'installation
- Les entreprises indiqueront au M.O, M.OE et au C.SPS les conditions d'élimination ou d'évacuation des déchets

ZONES ET CONDITIONS DE STOCKAGE

- Les zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux et déchets, gravats seront à porter sur le plan d'installation. Tout stockage en dehors de ces zones est interdit.

Intervenants : **Lot unique**

GESTION DES DECHETS DE CHANTIER :

L'entreprise titulaire est responsable de l'évacuation des gravats et déchets.

Les déchets doivent être triés et évacués selon la réglementation en vigueur.

Les bordereaux de suivi des déchets doivent être transmis au maître d'œuvre et enregistrés sur Trackdéchets.

Intervenant : lot unique

BRULAGE A L'AIR LIBRE :

- Le brûlage à l'air libre, et donc sur le chantier, est interdit.

- sauf à avoir une autorisation spécifique au titre des installations classées

- sauf pour les bois infectés par des insectes xylophages (termites, capricornes,...)

Intervenant : lot unique

EN CAS DE DECOUVERTE D'AMIANTE : Méthodologie applicable sur les chantiers amiante

Le Mode opératoire soumis à l'Inspection du Travail de Bastia par l'Entreprise et à faire valider par l'Inspection du Travail et la Médecine du Travail.

o attention: il faut au minimum un délai de 1 mois pour que l'Inspection du Travail donne sa réponse pour valider ou non le mode opératoire présenté par l'entreprise

- Fiche de suivi de mise en décharge (autorisée pour accueillir ce type de matériaux) via le BSDA : voir plateforme dématérialisée demat@miante - trackdechets

- Former vos opérateurs et l'encadrement (technique et de chantier) à la prévention des risques liés à l'amiante par un organisme de formation certifié (CERTIBAT ou I.CERT)

- Obtenir une certification justifiant de votre capacité à réaliser ces travaux par un organisme certificateur* d'icile 30 juin 2014,

- Pictogrammes de signalisation

- Camions bâchés et arrosés avec affichage sur le camion "transport de matières dangereuses"

- Arrosage des zones contaminées

- Interdiction de manger, de boire et de fumer dans les zones contaminées

- Interdiction aux personnes non concernées

- Modes opératoires réduisant au maximum l'émission des poussières

- Etablir pour chaque chantier un plan de retrait/démolition ou encapsulage transmis au plus tard un mois avant travaux à l'inspection du travail du lieu du chantier.

- Rédiger un rapport de fin de travaux remis au donneur d'ordre.

Intervenant : à définir

5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

5.1. Stockages sur le chantier

Les entreprises doivent informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

5.2. Nettoyage

Agent de propreté

Chaque entreprise désigne un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail de son entreprise
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- De provoquer les nettoyages

Nettoyage du chantier :

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

5.3. Enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires

BENNES DE CHANTIER

- Des bennes seront installées et évacuées régulièrement (dès qu'elles seront pleines) par l'entreprise titulaire du marché.
- L'entreprise titulaire de chaque marché mettra en place autant de bennes qu'ils existent de catégorie de

déchets : un tri sélectif des déchets doit être mis en place sur le chantier. Une charte de gestion des déchets (SOGED) est à mettre en œuvre.

L'entreprise titulaire du marché transmettra au maître d'ouvrage les bordereaux de suivi des déchets au maître d'ouvrage à chaque mise en décharge ou recyclerie : l'ensemble des BSD sera géré par la plateforme **Trackdéchets**.

Intervenant : lot unique

5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Les déchets réputés dangereux doivent être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et si nécessaire des autorités compétentes

5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise

Sur simple constat le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre sans mise en demeure préalable peut faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont imputés aux entreprises défaillantes.

6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

6.1. Déclarations particulières

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement
- D.I.C.T - Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :
 - DT à charge du maître d'ouvrage
 - Application de la loi anti-endommagement
 - D.I.C.T - La DICT effectuée par chaque entreprise préalablement avant toute intervention, permet d'appréhender la nature des réseaux pouvant impacter le sous-sol et les zones d'intervention et environnantes, de prendre les dispositions visant à desservir le chantier en réseaux, et d'adapter la méthodologie d'exécution des travaux;
L'entreprise prend en compte les modalités à respecter en matière de sécurité, figurant sur les DICT dans le cadre des interventions à proximité des réseaux concernés et conformément à la réglementation anti-dédommagement des réseaux.
La procédure de reconnaissance des réseaux est complétée sur le domaine privée (hors emprise concessionnaires) par la recherche et la détection des réseaux privés sur la base des plans de recollement de l'exploitant du site complétée par la reconnaissance par Géoradar.
L'entreprise adopte les memes mesures de sécurité vis à vis de ces réseaux conformément à la réglementation anti-dédommagement des réseaux.

Requis pour toute intervention sur le domaine public quel qu'en soit la nature.

Cas Particulier :

Pour le Camp Raffalli la recherche de réseaux sur l'emprise de l'opération, s'effectuera sous l'égide du responsable du Camp.

- Demandes d'arrêtés -
- Autorisations concessionnaires - L'AIPR est obligatoire depuis le 1er janvier 2018.

L'autorisation d'intervention à proximité de réseaux prévue à l'article R. 554-31 du code de l'environnement est obligatoire pour au moins une personne assurant pour le compte du responsable de projet la conduite ou la surveillance de travaux entrant dans le champ du présent arrêté, et lorsque pour les travaux prévus sont appelés à intervenir plusieurs entreprises, entreprises sous-traitantes incluses, ou plusieurs travailleurs indépendants .

Elle est également obligatoire pour toute personne intervenant pour le compte de l'exécutant des travaux comme encadrant de ces travaux, ou comme conducteur d'engin appartenant à la liste fixée en annexe 4, ou comme suiveur de conduite d'engin, ou comme intervenant sous la direction de l'exécutant de travaux urgents au sens de l'article R. 554-32 du code de l'environnement.

Détail des textes applicables :

- article R. 554-31 du code de l'environnement
- articles 20 à 22 et article 25 de l'arrêté du 15 février 2012 modifié
- arrêté encadrant l'examen par QCM

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

Les renseignements sont obtenus auprès de la maîtrise d'œuvre.

Les entreprises (notamment : Terrassement - VRD, espaces verts, gros œuvre . . .) établissent les déclarations d'intention de commencer les travaux (DICT) auprès des exploitants ou des concessionnaires concernés. Ces DICT accompagnées des réponses des exploitants ou des concessionnaires concernés sont présentées à la maîtrise d'œuvre. Les travaux ne peuvent commencer sur ordre de la maîtrise d'œuvre que lorsque les recommandations, les mesures de prévention ou de sécurité ou les moyens de protection mentionnés dans les réponses aux DICT sont effectivement mis en œuvre, éventuellement en concertation avec les exploitants ou les concessionnaires concernés.

6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération

CONTRAINTES ENVIRONNEMENTALES :

Le chantier est situé à proximité d'une zone naturelle d'intérêt écologique (ZNIEFF). Des précautions particulières sont à prendre concernant la gestion des eaux de ruissellement. La présence d'espèces protégées (*Kickxia commutata*, tortue d'Hermann) nécessite des mesures de protection spécifiques.

Une partie du site est classée en zone rouge pyrotechnique : se conformer au plan de prévention du camp Raffalli traitant de cet item.

Mesures de Prévention du Plan de Prévention du Camp Raffalli concernant la circulation sur le site :

Les entreprises devront respecter les points suivants lorsque le personnel circulera dans le camp, hors zone de l'opération :

- Respect du code de la route (article R413-17) dans l'enceinte du camp (vitesse réduite à l'approche des zones dangereuses ainsi qu'à l'approche de groupes ou formations de piétons)
- Vitesse limitée à 20 km/h
- Respect des sens de circulation en vigueur (cf. plan)
- Interdiction de circuler hors de la zone du camp accessible au personnel de l'entreprise extérieure (cf. plan)
- Balisage de la zone d'opération (cône ou rubalise) et limitation de l'accès aux opérateurs
- Priorité aux troupes à pieds.

Le Plan de Prévention sera joint au PGC SPS.

ALÉAS CLIMATIQUES

VENTS ET PLUIES ORAGEUSES :

En cas de vents soufflant parfois impétueusement, prévoir :

- L'arrêt de la tâche s'effectuera lorsque le vent soufflera en rafale au-delà de 72 km/h.

Orages automnaux/

- L'entreprise devra s'abonner à un service de météo France qui pourra les alerter en cas d'orages.

Intervenant : lot unique

FORTES CHALEURS ESTIVALES

Pour atténuer les effets des fortes chaleurs, survenant sur les chantiers de TP, des dispositions peuvent être prises par les entreprises : (Source INRS)

- Aménager sur le chantier des zones d'ombre, des abris extérieurs et/ou des zones de repos climatisées ;
- Approvisionner ce dernier en eau potable fraîche (10-15°C) en quantité suffisante : au minimum 3 litres d'eau par jour et par personne ;
- Prévoir sur le chantier des adaptations techniques, par exemple des brumisateurs ;
- Fournir aux salariés des aides mécaniques à la manutention ;
- Réduire leur exposition à la chaleur, notamment lors de tâches effectuées sur des surfaces réfléchissantes (toits avec revêtement par exemple), en privilégiant alors la mise en place de protections évitant tout contact corporel avec les surfaces exposées au soleil.

- Inciter les salariés à se couvrir la tête, à ne pas travailler torse nu, à porter des vêtements de couleur claire, amples et légers, si le travail ne nécessite pas de vêtements de protection spécifiques.

Les risques encourus sont :

- Baisse De Vigilance,
- Fatigue Accrue,
- Mains Rendues Glissantes Par La Transpiration, Eblouissement.

Le travail sous de fortes chaleurs peut en outre être à l'origine de troubles importants :

- Insolation,
- Crampe,
- Nausées,
- Maux De Tête, Vertige.

A la suite de l'évolution réglementaire, les entreprises intègrent Obligatoirement dans leur PPSPS, l'analyse des risques liés aux fortes chaleurs pendant la période estivale, conformément :

- au Décret 2025-482 protection des travailleurs contre les risques liés à la chaleur - JO01-06-2025
- à l'Arrêté déterminant seuils de vigilance pour canicule du dispositif Météo-France signalant le niveau de danger chaleur protection des travailleurs - JO01-06-2025.

Intervenant : lot unique

6.3. Risques par rapport à un chantier voisin

Dans l'hypothèse d'un chantier voisin en cours:

Les entreprises tiennent compte de la présence d'un autre chantier à proximité.

L'entreprise doit se mettre en rapport avec les chantiers en proximité pour mettre en place le mode de communication et de concertation sous couvert du Maître d'œuvre afin d'éviter les interférences et risque de coactivité .

Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Œuvre doit demander au chef d'établissement voisin l'analyse de risque.

Obligation réglementaire

Le maître d'œuvre et le Maître d'ouvrage ont à charge d'informer le CSPS de l'existence de chantiers en cours ou à venir pouvant interférer avec la présente opération afin d'analyser les interférences occasionnées et définir les mesures à prendre pour minimiser les phases de coactivité entre les opérations .

Article L4531-3

« Lorsque, sur un même site, plusieurs opérations de bâtiment ou de génie civil doivent être conduites dans le même temps par plusieurs maîtres d'ouvrage, ceux-ci se concertent afin de prévenir les risques résultant de l'interférence de ces interventions. »

« Article L4732-2

Pour les opérations de bâtiment ou de génie civil, lorsqu'un risque sérieux d'atteinte à l'intégrité physique d'un intervenant sur le chantier résulte, lors de la réalisation des travaux, ou peut résulter, lors de travaux ultérieurs, de l'inobservation des dispositions incombant au maître d'ouvrage prévues au titre Ier du livre II et de celles du titre III du livre V ainsi que des textes pris pour leur application, l'inspecteur du travail saisit le juge des référés pour voir ordonner toutes mesures propres à faire cesser ou à prévenir ce risque.

Cas des interférences de grues :

L'entreprise doit se mettre en rapport avec les chantiers en proximité pour mettre en place le mode de communication avec les grutiers, ceci afin d'éviter les interférences sur les mêmes fréquences en cas de communication par radio (Talkie-walkie).

Les entreprises utilisant des grues de tous types doivent donner les caractéristiques de celles ci. Un dispositif de gestion des interférences et des zones interdites doit être installé.

Les maîtres d'ouvrages ont obligation de se concerter en cas d'opérations concomitantes afin d'adopter des mesures communes en matière de gestion de la coactivité.

L'entreprise doit se mettre en rapport avec les chantiers à proximité pour mettre en place le mode de communication et de concertation sous couvert du Maître d' œuvre afin d'éviter les interférences et risque de coactivité .

Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Œuvre doit demander au chef d'établissement voisin l'analyse de risque relative à son opération

6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure

Au cours de ses travaux, l'Entreprise devra :

- Respecter les consignes de sécurité de l'établissement
- Donner suite sans délai aux observations formulées par l'exploitant afin de ne pas générer de risques ou dégrader le niveau de sécurité de l'établissement.

Notamment :

- Un soin particulier doit être apporté à la signalisation, au balisage des zones à risque (chute , effondrement, ...) pour canaliser les véhicules et engins de chantier ainsi que les intervenants, hors des zones dangereuses et amener le moins de gêne au bon déroulement du chantier. Aucun câble électrique volant, raccord de tuyauterie souple véhiculant un quelconque fluide, stock de gaz sous pression ; ne devra être placé dans les lieux de passage du public et du personnel du dépôt, ni être accessible directement par celui-ci.
- L'activité du chantier sera organisée pour n'apporter, aucune gêne au voisinage en dehors des zones de travaux, notamment au niveau des circulations de chantier.

Le Maître d'Œuvre se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises lui semblent insuffisantes, d'imposer au titulaire du marché de prendre des mesures de protection complémentaires.

- Etablir en coordination avec le chargé de prévention le plan de prévention.

6.5. Prévention incendie et explosion, Permis de feu

La prévention de l'incendie et explosion passe par la gestion des travaux par points chauds qui regroupent :

- les opérations de retrait de matières ou de désassemblage d'équipements par découpage, meulage ou ébarbage
- les opérations d'assemblage par soudures par exemple ou de mise en place ou retrait d'étanchéité en matériaux inflammables.

De manière générale, ceci comprend tous les travaux pouvant produire des étincelles ou pouvant engendrer des surfaces chaudes qui sont susceptibles d'engendrer des incendies par induction.

Les machines portatives tournantes (disqueuses, tronçonneuses, perceuses...) sont aussi concernées par les mesures de prévention.

Le permis de feu est prévu pour encadrer toutes les opérations susceptibles de générer des points chauds d'une manière générale. Lorsque des travaux par points chauds concernent un poste permanent (poste fixe de soudure par exemple), le permis de feu n'est pas nécessaire, la maîtrise des sources d'inflammation étant déjà effectuée dans l'évaluation des risques du poste de travail. (extrait document INRS).

La rédaction du permis de feu est obligatoire pour tous travaux par points chauds, que ces opérations soient réalisées par l'entreprise elle-même ou par une entreprise extérieure. Cette démarche s'intègre dans les procédures existantes (autorisation de travaux, plan de prévention, plan particulier sécurité protection de la santé (PPSPS)...) et fait partie intégrante des mesures de prévention issues de l'évaluation des risques de l'entreprise (document unique).

Le permis de feu doit être formalisé et expliqué. Chaque intervenant doit connaître les risques et les moyens à mettre en oeuvre pour les diminuer et s'engager à respecter les règles de l'intervention.

Nous demandons aux entreprises de se référer au document INRS ED6030 et notamment aux pages 11 à 14 définissant l'ensemble des démarches et comportant aussi un exemple de permis de feu.

ZONE ATEX :

Après réception du plan de prévention du camp, l'employeur doit identifier les zones du lieu de travail où peuvent se former des atmosphères explosives sur les zones de travaux.

Ce zonage permet, par la suite, de réaliser l'adéquation de l'ensemble des appareils, électriques et non-électriques, avec le type de zone, afin qu'ils ne constituent pas une source d'inflammation potentielle et de mettre en place les mesures organisationnelles adaptées.

6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages

Pour toute intervention sur des ouvrages en exploitation (hors périmètre clos et indépendant soumis à coordination SPS) celles-ci sont régies sous plan de prévention à établir préalablement avant toute intervention avec le chef d'établissement

il est fait application des dispositions du décret du 20/02/92 sur les zones sous exploitation (hors chantier clos et indépendant)

Relation avec les pompiers et les services de secours

L'entreprise réalise dans le cadre de la préparation de chantier, les démarches nécessaires auprès des services du SDIS ou de sécurité de l'établissement (PC Sécurité) et de secours afin de prendre en compte les contraintes d'accessibilité aux ouvrages avoisinants pour les pompiers et les secours, et les moyens à mettre en œuvre pour maintenir des voies de circulation prioritaires en conséquence et faciliter l'intervention des secours.

Relation avec les exploitants

Cette relation est considérée comme un terme qui regroupera tout ce qui à trait avec tout exploitation d'infrastructure (réseaux, bâtiments, services,) impacté par l'opération, que ce soit de l'information, de l'organisation ou de la gestion de mise en commun de moyen.

Le maître d'œuvre se charge de gérer l'interface avec l'Exploitant de telle sorte que les entreprises ne doivent en aucun cas prendre une initiative impactant l'exploitation s'en en référer préalablement au Maître d'œuvre, et notamment tout ce qui concerne les interventions hors emprises chantier

L'exploitant est associé aux réunions de chantier sous couvert du maître d'œuvre afin de faire part des modalités de coopération, et des nuisances ou manquement relatif aux règles de fonctionnement de l'établissement.

Plan de Prévention:

L'entreprise (dite Entreprise Extérieure) prend en compte le Plan de Prévention (ou équivalent) de l'établissement (Dit Entreprise Utilisatrice) concernant les contraintes d'intervention sur le site et plus particulièrement pour les zones où l'opération ne peut être considérée comme un "chantier clos et indépendant" .

- Le plan de prévention de l'établissement (ou équivalent , à joindre au DCE) est à prendre en compte par l'entreprise afin de connaître l'ensemble des contraintes liées à l'exploitation du site .

- L'Étude des modes opératoires tient compte du caractère de la production de l'établissement, et notamment des règles de l'établissement

- Aucun stationnement, installation, stockage de quelque nature que ce soit ne sont tolérés sur la voie d'accès au site, ou à proximité des voies dans le périmètre de sécurité au sol et en aérien.

- Aucun stationnement, installation, stockage de quelque nature que ce soit ne sont tolérés en dehors de la clôture de chantier,

- Les bruits, poussières doivent être limités au minimum au vu des connaissances et techniques de mise en œuvre actuelles,

- Les salariés du chantier et livreurs passent automatiquement par le local accueil de l'établissement,

- La voie pompier doit rester libre en permanence,

- Les consignations et déconsignations de réseaux ne peuvent se faire qu'après avis du chef d'établissement du centre et des services de sécurité et de maintenance en place,

- Un permis de feu doit être établi pour chaque travail par point chaud,

- Les entreprises tiennent compte également de la présence d'autres intervenants sur le site, livreurs, entreprises de maintenances, gardiens, transports de fonds, etc.

- Les travaux de raccordements des fluides et ventilations sont exécutés en dehors des heures d'ouverture de l'établissement,

- permis de fouilles

PM : la mise en place d'un plan de prévention peut être notifiée en cas d'intervention sur un chantier clos et indépendant une fois transféré à l'exploitant, pour les travaux de levées de réserves ou travaux supplémentaires, en site devenu exploité.

6.7. Cas particulier

(Sans objet)

7. ORGANISATION DES SECOURS

MOYENS D'EVACUATION DES BLESSES.

- tenir compte des accès du chantier et des circulations sur le chantier réservés aux secours.
- mettre en place lors de la période préparation du chantier des panneaux sur la voie publique afin d'indiquer clairement à partir de la voie principale, le positionnement du chantier afin que les secours puissent accéder à celui-ci le plus rapidement possible.
- indiquer sur son plan d'installation le point rencontre secours
- Téléphone de secours, accessibilité par tous pendant les heures d'ouverture chantier : un compagnon de chaque lot aura un GSM sur lui, pendant son intervention sur le chantier
- En cas de travail isolé : mettre à disposition d'un DATI

DISPOSITIONS CONCERNANT LES SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL :

- Les Entreprises en indiqueront le nombre et la répartition dans la rédaction de leur PPSPS
- Si un chantier occupe vingt personnes au moins pendant plus de quinze jours où sont effectués des travaux dangereux, un membre du personnel doit avoir reçu obligatoirement l'instruction nécessaire pour donner les premiers secours en cas d'urgence (article R4224-15 du code du travail).

TROUSSE DE SECOURS :

- règles applicables à chaque entreprise.
- Les lieux de travail sont équipés d'un matériel de premiers secours adapté à la nature des risques et facilement accessible.
- Ce matériel doit faire l'objet d'une signalisation par panneaux conformes aux dispositions prévues par l'article R4224-24 du code du travail (articles R4224-14 et R4224-23 du 1ers code du travail).

AFFICHAGE DES CONSIGNES D'ALERTE DES SECOURS AU BUREAU DE CHANTIER

- Règles relatives au stockage des produits inflammables.
- Dispositions prises pour lutter contre l'incendie : extincteurs, délivrance du permis de feu à transmettre au maître d'ouvrage (annexe 9)
- Relations régulières et visites des services de secours

7.1. Téléphone de secours

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un téléphone de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous.**

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé).** L'emplacement de la personne en disposant doit être connu de tous les ouvriers concernés.

7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier (avec un minimum de un), quelle que soit l'entreprise, doit être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins de 2 ans et ont obligatoirement, à l'arrière de leurs casques, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, est affichée près du téléphone défini ci-dessus.

Il en est de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier.

7.3. Travail isolé

Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'un travailleur isolé puisse signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.

7.4. Procédure d'organisation des secours

Fiche "Appel en cas d'accident"

L'entreprise prend en compte la fiche d' APPEL D'URGENCE et en informe son personnel

Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.) :

Article R 241.39 du décret n° 88-1198 du 28/12/1988. Un membre du personnel du chantier de l'entreprise titulaire du lot gros œuvre doit obligatoirement avoir reçu l'instruction nécessaire pour donner les premiers secours en cas d'urgence pour 20 personnes présentes sur le chantier pendant plus de quinze jours. Le ou Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins d'un an et colleront à l'arrière de leur casque, un autocollant d'identification.

Chaque entreprise indique dans son PPSPS les noms, prénoms et date de la formation ou du recyclage de leurs secouristes, les consignes de premiers secours concernant une victime semblant présenter des lésions graves

VOIR PROCEDURES ET NUMEROS D'URGENCE à afficher lisiblement sur le chantier (EN FIN DE PGC).
Chaque personnel travaillant sur le chantier doit connaître cette procédure.

7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents ou incidents sont signalés au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

7.6. Point de rencontre secours

Le PRS est indiqué par l'entreprise principale sur le PIC en concertation avec le service incendie du site et l'exploitant

Le PRS doit être identifié sur le site, sur une zone sécurisée.

7.7. Modèle de fiche de secours

EN CAS D'ACCIDENT

Appelez les Pompiers



18 ou 112

et dites :

**1. ICI CHANTIER : 20/CALVI/CAMP RAFFALLI/SCORPION/
PREREQUIS VRD**

Adresse : 27me REP
CAMP RAFFALLI 20260 CALVI

2. PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

4. FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

Le PRS est indiqué par l'entreprise principale sur le PIC en concertation avec le service incendie du site et l'exploitant

Le PRS doit être identifié sur le site, sur une zone sécurisée.

NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER

ANNEXES AU P.G.C.

Liste des pièces jointes au P.G.C.

- Annexe_Arrêt_Cour_de_Cassation_du_14_Janvier_2025
- Annexe_Presence_Silice
- DHOL 1